

L'Adresse

Je suis d'accord avec le député pour dire que l'un des principaux objectifs que le gouvernement canadien devrait se donner est l'abolition des obstacles au commerce interprovincial.

M. Blaine A. Thacker (secrétaire parlementaire du ministre des Consommateurs et des Sociétés): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole au sujet du discours du Trône. Ce discours donne l'occasion à tous les députés d'exprimer des opinions personnelles et de donner leur avis au premier ministre et aux membres du Cabinet.

Je voudrais d'abord rendre hommage au premier ministre ainsi qu'aux membres du Cabinet et du caucus du gouvernement qui, depuis six ans, prennent des décisions fort difficiles et les respectent. Je pense qu'il faut les féliciter d'avoir fixé, dans ce discours du Trône, des objectifs qui mettent l'accent sur l'unité nationale, dont je dirai moi-même quelques mots, ainsi que sur le maintien du niveau de vie élevé des Canadiens et, en fait, sur son amélioration.

Malgré tous les problèmes que nous affrontons, il faut avouer qu'en comparaison avec tous les autres pays du monde, le Canada se tire très bien d'affaire. Il y a deux critères externes qu'il ne faut jamais oublier. Le premier critère, ce sont les dizaines de millions de gens qui tentent d'entrer dans notre merveilleux pays à titre de réfugiés, souvent pour échapper à de grands risques personnels. Chaque année, des milliers de personnes meurent noyées en mer ou assassinées en tentant de se réfugier dans des pays comme le Canada. Il y a aussi des dizaines de millions qui veulent venir comme immigrants. Voilà un critère externe qui permet de juger du succès que nous connaissons dans ce pays.

Je pense souvent que le problème vient de ce que les médias insistent constamment sur les éléments négatifs et conflictuels, sur les oppositions très légitimes qui existent entre nos communautés ethniques au Canada, entre les gouvernements fédéral et provinciaux ainsi qu'entre les régions qui exercent toutes de pressions. Les médias nationaux mettent toujours l'accent sur ces points de friction et, en fait, nous le faisons également à la Chambre. Le problème, c'est que du moment où la télévision a fait son entrée à la Chambre, ces tensions se sont accentuées parce que nous préférons impressionner les téléspectateurs au lieu de chercher des solutions. En conséquence, la population tend à oublier que le Canada se tire mieux d'affaire que nous le pensons, mais les immigrants le savent.

Le deuxième indicateur externe est l'étude qu'a effectuée l'ONU récemment. Personne ne pourrait prétendre

que l'ONU cherche à aider le premier ministre Mulroney et son Cabinet, mais le fait est que le Canada s'est classé deuxième, parmi 160 pays, selon l'indice de développement humain. Cette mesure détermine le niveau d'alphabétisation, de l'espérance de vie et du revenu disponible individuel. Cet indicateur externe me fait dire que nous nous portons beaucoup mieux, en tant que pays, que nous sommes prêts à le reconnaître nous-mêmes.

Mes propos portent là-dessus. Franchement, je pense que le Canada a fait ses preuves. Je ne peux pas comprendre pourquoi nous, en tant que peuple, permettrions à quelque groupe d'extrémistes, au Québec ou dans l'ouest du Canada, de provoquer la rupture de ce merveilleux pays. La seule chose qui soit claire comme de l'eau de roche, c'est que si nous divisons ce pays, nous en sortirons tous appauvris, et il nous faudra des années pour parvenir à nous redéfinir. Si le Québec se sépare, les autochtones voudront alors se séparer du Québec et ce pourrait être vrai aussi pour l'Outaouais.

Dans l'Ouest, le sud-est de la Colombie-Britannique a souvent voulu s'annexer à l'Alberta et, dans la région de la rivière de la Paix, on a réclamé l'inverse.

Je peux vous dire une chose. Mes électeurs originaires de l'Europe de l'Est me disent souvent que nous ne devrions pas commencer à modifier nos frontières, parce qu'une fois parti, ce processus n'en finit jamais. Nous pourrions en arriver à devoir fixer des frontières autour des villes qui veulent se séparer, mais ce n'est pas possible. Nous avons un merveilleux pays, et nous devons travailler ensemble pour le garder uni et intact.

On devrait attribuer plus de mérite au premier ministre, pour le leadership dont il a fait preuve. Je crois aussi que le courage qu'il a constamment montré est vraiment extraordinaire. Il mérite des éloges à cet égard, parce qu'il a su garder l'appui de son Cabinet et de son caucus. Je crois que le caucus du gouvernement mérite des éloges, car il nous faut regarder la réalité en face.

En 1984, nous sommes arrivés au pouvoir avec un certain nombre de politiques. Les gens ont fait des prévisions, à l'Institut C.D. Howe, au Conseil économique du Canada ou dans les ministères des Finances provinciaux. On a constaté que si l'on avait continué d'appliquer ces politiques de 1984 à nos jours, en 1991, le déficit dépasserait maintenant les 70 milliards de dollars, et la dette nationale serait bien supérieure à 500 milliards. De toute évidence, il fallait faire des changements.

L'opposition a dénoncé toutes les augmentations d'impôts et toutes les réductions de dépenses. Pourtant, si les partis d'opposition avaient été au pouvoir, ils auraient dû faire le même genre de choix. Ces choix auraient peut-